

J'ai le plus grand respect pour les dames, car si ce n'avait été d'une grande dame je ne serais pas ici à représenter la ville de Vancouver. Comme vous le savez peut-être, la ville de Vancouver fut découverte par un grand navigateur, le capitaine George Vancouver. En lisant son histoire, j'ai appris que chaque matin le capitaine Vancouver ouvrait un petit coffret situé dans sa cabine et lisait une note qui semblait être une prière ou un poème. Après l'avoir lu il naviguait vers le triomphe et la gloire. Après son décès, son équipage demanda à voir et à partager ce poème ou cette prière qui donnaient au capitaine Vancouver l'inspiration nécessaire à ses hauts faits maritimes. Mais il ne s'agissait ni de prière ni de poème. C'était une note de la femme du capitaine George qui disait: «Souviens-toi George, bâbord est à gauche, tribord à droite». C'est ainsi qu'on a découvert des endroits comme Vancouver et ce grâce à quoi je suis ici.

En Colombie-Britannique, nous avons la chance d'avoir bien des choses. A longueur de journée, notre premier ministre nous répète que nous avons la chance d'avoir un bon gouvernement. Il l'a dit. Nous avons la chance de jouir d'un climat agréable, de l'eau en quantité, au-dessus et au-dessous de nous, et la moitié des chômeurs canadiens. C'est l'endroit le plus favorable pour être au chômage. Je suis heureux que le discours du trône évoque la question du chômage et les soucis du gouvernement à ce sujet. Étant donné que vous avez la gentillesse de partager le chômage des autres provinces avec la Colombie-Britannique, nous espérons vous rendre la pareille et peut-être partager le coût de l'assistance sociale avec vous.

On a beaucoup craint que la Colombie-Britannique ne devienne un foyer d'agitation sociale, particulièrement d'agitation ouvrière. Les causes seraient nombreuses, notamment, un chômage considérable et le fait que la moitié des chômeurs du pays y aboutissent. Cela semble une menace à la sécurité de l'emploi pour les travailleurs de notre province. Les jeunes gens sortant des universités et des écoles supérieures en quête d'emplois et ne sachant où aller, éprouvent de l'amertume et du ressentiment et se retrouvent mêlés à l'agitation. Lorsque le gouvernement songera au problème du chômage, j'espère qu'il prendra en considération certaines de ses causes.

Les membres des syndicats ouvriers et les travailleurs, comme je les connais, ne demandent vraiment pas grand-chose. Ils veulent un sentiment de sécurité et la certitude qu'une fois au travail, ils le demeureront et ils veulent avoir le droit de se prononcer sur le sort futur de leur emploi. Nombre d'entre eux veulent éprouver un sentiment de réussite personnelle et collective.

Je parle à titre d'indépendant; je n'adhère pas à la philosophie socialiste suivant laquelle il faut haïr son patron ou haïr l'employeur, comme on le prêche de temps à autre. Je constate que la plupart des employés veulent que les compagnies ou les sociétés qui les emploient soient en bonne posture financière. J'ai toujours eu le sentiment, comme entrepreneur, que nos compagnies et nos sociétés doivent être prospères, car il est ainsi beaucoup plus facile d'en obtenir des majorations de salaire.

Le problème tient en partie à la crise de confiance actuelle et je veux parler ici du domaine ouvrier-patro-

nal. Les compagnies, les sociétés et l'industrie en général ont malheureusement trop souvent déploré, au cours des bonnes années, la dureté des temps, les difficultés éprouvées pour tenir bon, l'impossibilité où elles étaient d'augmenter les salaires pour déclarer, en fin de compte, qu'elles consentiraient à ces relèvements. Les travailleurs n'en croyaient rien et ils avaient raison. Maintenant, lorsque bon nombre de compagnies et de sociétés déplorent la rigueur des temps actuels et se plaignent du peu de bénéfices ou de l'absence totale de bénéfices de leur exploitation, elles disent souvent la vérité, mais les travailleurs n'en croient rien.

Il y a bien des choses qui intéressent les employés. Ils tiennent dans la plupart des cas à la sécurité, à avoir un bon employeur, un employeur équitable, et ils sont prêts à fournir une bonne journée de travail pourvu qu'elle soit bien rémunérée. Ils sont souvent inquiets et j'en ai parlé avec beaucoup de dirigeants de compagnies. Nous leur disons «Vous avez un placement par exemple, en la personne d'un employé comptant 20 ans ou 30 ans de service; or cet employé quitte votre maison. Qu'allez-vous faire?» La plupart du temps ils vous répondront «Je n'ai vraiment pas le temps de m'occuper de cela». Vous leur dites alors: «Si votre courtier vous appelait ce matin pour vous annoncer que la valeur de l'un de vos placements va baisser de \$10,000, \$20,000 ou même \$50,000, où seriez-vous?» Il vous répondrait qu'il serait au bureau de son courtier. Ils n'arrivent pas à comprendre quand des placements de \$20,000, \$30,000 ou même \$40,000 leur échappent, qu'il pourrait fort bien s'agir d'un placement employé qui a de longs états de service. Je trouve renversant que ni le président, ni le vice-président ni l'exécutif de la compagnie ne se soucient de cette perte d'investissement.

Ces facteurs entrent en jeu et je suis inquiet lorsque j'entends parler des durs et puissants syndicats de travailleurs et que je constate l'attitude qui semble dominer dans bien des régions du pays: il faut maintenir le statu quo et les maintenir dans la situation actuelle parce qu'on ne peut pas les laisser devenir plus forts. Quelle erreur tragique de la part de tous ceux qui croient cela. En vérité, vous le restreignez aux groupes de militants puissants, unis, faciles à organiser, tels que nous en avons aujourd'hui.

On entend dire tellement de bien du système suédois que c'est peut-être la solution pour le Canada. La première initiative serait de doubler au moins le nombre des syndiqués, d'y associer la majorité silencieuse et les membres dignes de confiance qui représenteront vraiment les travailleurs canadiens. Comme le gouvernement mentionne la législation ouvrière dans le discours du trône, j'espère qu'il va encourager les syndicats à s'affermir et à améliorer l'organisation d'un plus grand nombre de travailleurs. Il faudrait aussi, et voilà où je ne partage pas l'opinion de mes confrères du mouvement ouvrier, encourager les groupes ou les associations d'administrateurs et d'employeurs à s'affermir. J'ai toujours cru qu'un déséquilibre de l'organisation entraîne un déséquilibre économique et que ce dont nous avons vraiment besoin ce sont des syndicats et des associations d'administrateurs plus forts qu'on laisserait agir. Je pense que cela permettrait de répartir équitablement nos richesses nationales.